

Les étudiants en pharmacie continuent de réclamer des remèdes à leur situation

Dans le but de dénoncer la situation précaire que vivent les étudiants des dix départements de pharmacie, ces derniers ont entamé une grève illimitée, depuis le mois de novembre dernier. Par cette action, ils dénoncent l'insuffisance des postes de résident, la quasi-absence de stages dans les grands laboratoires et le manque de nouvelles spécialités.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Si les étudiants en pharmacie sont en colère, c'est d'abord au vu de la mauvaise qualité de la formation qu'ils suivent. En effet, les cours et stages sont beaucoup plus orientés vers la biologie que l'industrie, ce qui est paradoxal, par rapport au nombre important de laboratoires pharmaceutiques que compte le pays. En deçà des laboratoires nationaux et multinationaux, les laboratoires universitaires et de production industrielle de médicaments n'offrent ni stages, ni postes de travail aux 600 étudiants d'une seule promotion. Pour cela, les grévistes exigent que le nombre de places pédagogiques, dans les Facultés, soit revu à la baisse ; ce qui a été accordé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, comme stipulé dans le procès-verbal du 25 janvier 2017, établi lors de la rencontre des représentants des étudiants en pharmacie et les représentants dudit ministère signé par le directeur de la formation supérieure, Djamel Boukezata.

Le point 5 du P-V stipule : «Concernant les accords avec le secteur économique relatifs aux stages, il a été rappelé aux représentants des étudiants que les textes réglementaires existants permettent d'établir des accords dans ce cadre, comme il pourrait avoir recours à des simulations pour des

stages pratiques en plus de la coordination entre les Facultés de médecine, pour ce faire ; ainsi que l'activation du comité pédagogique pour des stages internes au niveau des classes de pharmacie.»

Aussi, il faut une révision à la hausse du nombre de postes de résidents mettant en avant les pharmaciens de différentes spécialités, en l'occurrence la pharmacie clinique, mais également la création de nouvelles spécialités, telle la pharmacie industrielle dont le pays a cruellement besoin. Ce qui a été accordé, selon le 3^e point du procès-verbal : «Concernant la demande de l'augmentation des postes de résidanat, cette demande est accordée pour la filière pharmaceutique et les spécialités communes, donnant priorité à la filière pharmaceutique, sans défavoriser les spécialités de la médecine générale et/ou la spécialité de médecine dentaire.»

Il est nécessaire de souligner que les grands laboratoires implantés dans le pays pourraient ouvrir leurs portes aux étudiants, leur offrant des formations et des stages, ce qui assurerait le développement du secteur. A ce jour, aucune décision ni aucun accord n'a été signé avec les laboratoires, dans ce sens. Le poste de résidanat offrirait aux étudiants la possibilité de présenter un dossier pour l'obtention d'un agrément leur permettant d'exercer la profession. Les étudiants deman-



Les étudiants ont entamé une grève illimitée, depuis le mois de novembre dernier.

dent également à ce que le secteur de l'industrie pharmaceutique soit exempté de la restriction budgétaire.

Selon M. Messaoud Belambri, président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), sans une bonne formation des ressources humaines nécessaires, le développement de l'industrie pharmaceutique ne peut se faire. Il serait donc impératif à ce que l'association de l'université, la recherche et l'industrie pharmaceutique se fassent pour former plus et assurer le développement du secteur.

Il est donc urgent, selon M. Belambri, de revoir la réforme des études en pharmacie, entamée en 2011, mais aussi de créer de nouvelles spécialités, que ce soit pour la pharmacie hospitalière, industrielle ou clinique. L'ouverture des postes en post-graduation et les voies de spécialisation permettrait l'évolution de la pharmacie et du rôle du pharmacien, mais également et principa-

lement, l'émancipation du développement de la production nationale à laquelle appelle le gouvernement depuis quelques années déjà, souligne le président de Snapo.

L'autre souci des étudiants est la nécessité de créer le statut de pharmacien assistant, obligeant ainsi les pharmacies d'officine de recruter des pharmaciens diplômés au bout de 6 années d'études, au lieu d'embaucher des vendeurs en pharmacie qui auraient suivi une formation de six mois, dans une école privée.

Quant à la protestation du passage du 13^e au 16^e échelon sur la grille des salaires, au vu des 6 années d'études que demande la spécialité, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique fait part de son incapacité à agir seul, puisque la problématique dépend de la chefferie du gouvernement. La problématique pourrait être résolue au retour du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui avait promis de recevoir les grévistes, à

son retour du sommet de l'Union africaine qui a pris fin hier.

Aussi, au-delà du salaire, les grévistes demandent l'instauration d'une formule de financement, permettant aux jeunes pharmaciens de racheter le fonds de commerce des pharmaciens d'officine à la retraite, après 32 ans de service. Selon les statistiques, on compte près de 1 000 pharmaciens diplômés par an, ce qui met la lumière sur un autre problème que souligne M. Belambri : «L'officinal ne peut pas constituer une solution pour l'offre d'emploi. La carte sanitaire nationale d'officine est saturée. La réglementation dit qu'il faut une pharmacie pour 5 000 habitants. Nous sommes à une pharmacie pour 2 300 habitants, surtout dans les grandes agglomérations et dans le cadre de l'application de la circulaire qui stipule qu'il faut ouvrir des officines malgré la saturation et le dépassement des normes.»

Hier, en réponse au rassemblement, organisé par les étudiants en pharmacie et en chirurgie dentaire, devant le siège du ministère de la Santé, la cellule de communication du ministère a déclaré qu'une prise en charge «rapide et efficace» de leurs revendications se fera uniquement dans le cadre pédagogique. Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a reçu des délégués des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie, la veille, à Tizi Ouzou, en marge de sa visite. Il leur a assuré que leurs revendications, qui relèvent d'un caractère strictement pédagogique, seront transmises à qui de droit pour leur prise en charge rapide et efficace.

M. A.-S.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Plus de 43% des personnes
décédées âgées
de 20 à 39 ans

Le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR) a indiqué, hier, que «plus de 43% des cas de décès dans les accidents de la route en 2016 étaient âgés de 20 à 39 ans».

«43,29 % des personnes décédées et 48,02 % des blessées étaient âgées de 20 à 39 ans» en 2016, selon les statistiques fournies par le centre sur les victimes des accidents de la route par tranches d'âge, précise un communiqué du CNPSR. 28.856 accidents sont survenus en 2016, faisant 3.992 morts, soit une baisse de 13 % par rapport à 2015, avait indiqué le chargé des activités dudit centre, M. Ahmed Naït El Hocine. Le nombre de morts a connu un recul pour la première fois depuis 5 ans, à moins de 4.000 cas en 2016, soit une baisse de 549 décès, a fait savoir le même responsable. L'intervenant a affirmé que les résultats demeuraient «insatisfaisants», appelant à intensifier les efforts pour mettre un terme à ce phénomène rappelant que le facteur humain était la principale cause dans 96% des cas.

M. Ahmed Naït El Hocine a indiqué que les conducteurs, titulaires des permis de conduire de moins de deux ans, étaient les premiers responsables de ces accidents.

RENSEIGNEMENT FINANCIER

Une trentaine de dossiers de blanchiment
d'argent transmis à la justice en 2016

La Cellule de traitement du renseignement financier (Ctrf) a transmis, en 2016, à la justice une trentaine de dossiers de blanchiment d'argent, a appris l'APS auprès d'un responsable de cet organisme spécialisé.

Avec ces nouveaux dossiers de blanchiment d'argent dont «le soupçon est avéré», le nombre global des dossiers portant sur cette catégorie de délit financier a atteint 154 affaires transmises à la justice depuis l'entrée en activité, en 2005, de la Ctrf qui est placée auprès du ministère des Finances.

La grande majorité de ces dossiers provient des déclarations de soupçon adressées par les banques à la Ctrf, tandis que le reste émane d'autres administrations comme les Douanes et la Banque d'Algérie sachant que cette cellule n'est pas habilitée à procéder par auto-saisine.

En somme, la Ctrf a reçu 1.240 déclarations de soupçon de la part des banques en 2016 (contre 1.292 déclarations en 2015) et 168 rapports confidentiels de certaines administrations (contre 159 rapports en 2015).

Les rapports envoyés par les banques et établissements financiers sont appelés

«déclarations de soupçon» alors que ceux transmis par la Banque d'Algérie, les douanes et la Direction générale des impôts (DGI) sont intitulés «rapports confidentiels».

L'écart important entre le nombre de déclarations de soupçons transmises annuellement à la Ctrf et celui des dossiers soumis à la justice suite à ces rapports, s'explique par le fait que les banques déclarent, souvent, les dépôts financiers importants qu'elles jugent suspects, alors que la Ctrf se prononce uniquement sur les affaires de blanchiment avéré, en coordination avec d'autres institutions nationales concernées.

D'autre part, la Ctrf a signalé, dans le cadre du partage d'informations et de la coordination nationale, certaines affaires aux institutions nationales concernées. Le nombre de ces transmissions a avoisiné les 2.000 communications à la fin 2016.

21 accords d'échange d'informations conclus avec ses homologues étrangers.

Au plan international, la Ctrf continue à développer une politique de négociation d'accords administratifs de coopération bilatérale facilitant les échanges d'informations financières entre les cellules de renseignements financiers.

Dans ce cadre, elle a conclu à ce jour

21 mémorandums d'entente et d'échanges d'informations avec des cellules homologues d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Asie, indique-t-on de même source.

Des informations sont également partagées avec des cellules homologues dans le cadre des demandes d'assistance internationale, selon la Ctrf qui a reçu, à ce jour, 79 demandes d'assistance internationale et émis 129 demandes à ses partenaires étrangers.

Pour rappel, l'Algérie a été retirée en 2016 de la liste «des pays et territoires non coopératifs du GAFI (Groupe d'action financière) suite aux différentes mesures prises, au plan législatif et réglementaire, pour l'adaptation de son dispositif aux normes internationales en la matière.

En plus de la Ctrf, d'autres affaires de blanchiment d'argent et infractions sous-jacentes sont régulièrement traitées par d'autres institutions nationales compétentes en la matière que sont les pôles pénaux spécialisés, la police judiciaire sur réquisition du parquet, les services du Commerce, les administrations fiscale et douanière ainsi que la Banque d'Algérie pour les infractions à la législation des changes.

(APS)